



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité

Question au Gouvernement n° 3967

Texte de la question

SOUTIEN AUX FORCES DE L'ORDRE

M. le président. La parole est à M. Jean Glavany, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean Glavany. La République, notre République, est riche – et même très riche – de ses serviteurs. Elle est riche de ses soldats, qui se battent courageusement sur les fronts extérieurs, comme avec Barkhane dans le Sahel. Elle est riche de ses gendarmes qui œuvrent chaque jour, comme celui du GIGN qui a été tué il y a quelques jours au cours d'une intervention visant à maîtriser un forcené, ou comme les quatre gendarmes du peloton de gendarmerie de haute montagne qui ont payé de leur vie, dans notre massif du Vignemale, un exercice d'entraînement au service de leurs concitoyens. Elle est riche – très riche – de ses policiers,...

Un député du groupe Les républicains. Ils en prennent plein la gueule !

M. Jean Glavany. ...qui protègent nos manifestations et les encadrent...

M. Christian Jacob. C'est au ministre de les protéger !

M. Jean Glavany. ...comme ce commandant de police que certains ont voulu lyncher ou comme ces deux policiers qui ont été sauvagement et lâchement agressés alors qu'ils patrouillaient dans un véhicule de police.

Ces serviteurs de la République ont un point commun : ils servent la République...

Mme Claude Greff. Bravo !

M. Jean Glavany. ...pour la protection de nos concitoyens et au péril de leur vie (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, sur les bancs du groupe Les Républicains et sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*) C'est pourquoi ils ont besoin de notre estime, de notre solidarité et de notre affection. (*Mêmes mouvements*)

La République qu'ils servent est fondée sur l'ordre, l'ordre des lois de la République qui, contrairement à ce qu'allèguent certains, ne sont nullement répressives, mais protectrices et émancipatrices. Ces lois de la République, il faut en faire la pédagogie chaque jour, à l'école comme ici, dans le débat public.

M. Alain Chrétien. Il y a du boulot !

M. Jean Glavany. Et nous voulons vous dire que nous comptons sur le Gouvernement de la République pour

appliquer ces lois de la République fermement et sereinement (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, je voudrais d'abord m'associer à l'hommage que vous venez de rendre aux forces de sécurité qui depuis plusieurs semaines, et même plusieurs mois, sont mises à rude épreuve. La semaine dernière, cinq gendarmes ont trouvé la mort : quatre dans votre département, dans le cadre d'un exercice conduit par le peloton de gendarmerie de haute montagne, qui paie chaque année un très lourd tribut pour sauver la vie de certains de nos compatriotes en danger, et un autre, membre du GIGN, dans le cadre d'une opération destinée à neutraliser un forcené.

Depuis le début du mouvement social, et par-delà ce mouvement, dans le contexte de la très forte menace à caractère terroriste qui pèse sur notre pays, les gendarmes, les policiers, mais aussi les pompiers payent un lourd tribut pour assurer la protection des Français. Je veux leur rendre un vibrant hommage. Lorsqu'on se retrouve derrière le cercueil de ceux qui ont perdu la vie, aux côtés de leurs enfants, comme j'ai pu le vivre au cours des derniers mois, ces enfants qui portent parfois l'anorak de leurs parents en témoignage du travail accompli et en hommage à leur sacrifice, on éprouve une émotion considérable, mais aussi une réalité : les forces de l'ordre sont victimes de violences qui devraient conduire tous les théoriciens de la consubstantialité de la violence à la police à changer de registre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Dans ces circonstances, nous devons bien sûr aux forces de sécurité de leur donner des moyens.

M. Guillaume Garot et M. Daniel Vaillant. Très bien !

M. Christian Jacob. C'est d'un ministre qu'elles ont besoin !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. C'est la raison pour laquelle nous créons 9000 postes dans la police et dans la gendarmerie, pour qu'elles aient les moyens de remplir leur mission. C'est cela, l'autorité de l'État : donner à la police et à la gendarmerie les moyens de conduire leurs missions – une augmentation de 17 % de leurs crédits de fonctionnement, l'équipement des brigades anti-criminalité, les BAC, et des pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie, les PSIG, mais aussi de nouveaux moyens pour leur permettre de se protéger lorsqu'elles sont victimes d'agressions. Voilà ce que nous faisons, et cela implique du respect ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean Glavany](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3967

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 mai 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 mai 2016](#)